

AMPHI
LMD

COURS DE DROIT COMMERCIAL

LICENCE 2 et 3

Iony Randrianirina

3^e édition

À jour des dernières évolutions législatives et jurisprudentielles

 *Gualino* un savoir-faire de
Lextenso

Iony Randrianirina

est Maître de conférences en droit privé à l'Université Grenoble Alpes, membre du Centre de recherches juridiques (EA 1965) et membre associé de l'Unité de recherche Confluence Sciences et Humanités (EA 1598).

Suivez-nous sur



www.gualino.fr

Contactez-nous gualino@lextenso.fr



© 2023, Gualino, Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris La Défense Cedex
EAN 9782297221115
ISSN 2270-4825
Collection Amphi LMD

AMPHI
LMD

COURS DE DROIT COMMERCIAL

Iony Randrianirina

3^e édition

À jour des dernières évolutions législatives et jurisprudentielles

 **Gualino** un savoir-faire de
Lextenso

AMPHI LMD

La collection Amphi LMD permet aux étudiants de Licence (L1, L2 et L3), d'acquérir l'ensemble des connaissances d'une matière en conformité avec le cours dispensé en amphi.

Chaque livre :

- développe des connaissances approfondies sur la matière juridique traitée ;
- permet une accessibilité immédiate à une information approfondie.

Dans la même collection

Licence 1

- Cours d'Introduction générale au Droit, Marjorie Brusorio-Aillaud, 3^e éd. 2023.
- Cours de Droit des personnes et de la famille, Clara Bernard-Xémard, 9^e éd. 2023.
- Cours d'introduction historique au Droit et d'histoire des institutions, Éric Gasparini et Éric Gojoso, 13^e éd. 2023.
- Cours de Droit constitutionnel et des Institutions de la V^e République, Carolina Cerda-Guzman, 7^e éd. 2022.

Licence 2

- Cours de Droit des obligations, Lionel Andreu, 8^e éd. 2023.
- Cours de Droit administratif général, Xavier Braud, 5^e éd. 2022.
- Cours de Droit pénal général, Patrick Kolb et Laurence Leturmy, 7^e éd. 2022.

Licence 3

- Cours de Droit commercial, Iony Randrianirina, 3^e éd. 2023.

Licence 3, Master 1, Master 2

- Cours de Procédure civile, Marie-Cécile Lasserre, 3^e éd. 2023.
- Cours de droits humains et libertés, Yannick Lécuyer et Félicien Lemaire, 1^{re} éd. 2022.
- Cours de Droit administratif des biens, Xavier Braud, 2^e éd. 2020.
- Cours de Droit des entreprises en difficulté, Giulio Cesare Giorgini, 3^e éd. 2020.
- Cours de Droit des sûretés, Dimitri Nemtchenko, 1^{re} éd. 2020.
- Cours de Droit international privé, Carine Brière, 1^{re} éd. 2018.

Chez le même éditeur

- | | |
|-----------------------------------|-------------------|
| ▪ Amphi LMD | ▪ Master |
| ▪ Mémentos | ▪ En Poche |
| ▪ Exos LMD | ▪ Droit Expert |
| ▪ Méthodo LMD | ▪ Droit en poche |
| ▪ Carrés Rouge | ▪ Petit Lexique |
| ▪ Annales corrigées et commentées | ▪ Hors collection |

Plan de cours

Partie 1 : Premières vues sur le droit commercial

Chapitre 1 : Introduction au droit commercial	23
Section 1 : L'objet du droit commercial	23
I - Définition du droit commercial	23
II - La place du droit commercial au sein du droit privé	25
Section 2 : Les caractères du droit commercial	28
I - La conception subjective du droit commercial.....	28
II - La conception objective du droit commercial.....	29
III - La conception mixte consacrée par le droit positif	30
Section 3 : Distinction avec les notions voisines	31
I - Distinction avec le droit de l'entreprise	31
II - Distinction avec le droit des affaires.....	32
III - Distinction avec le droit économique.....	33
Chapitre 2 : L'évolution historique du droit commercial	35
Section 1 : Le droit commercial avant le Code de commerce	35
I - La période de l'Antiquité au Moyen Âge	35
II - La période du Moyen Âge à la Révolution	36
Section 2 : Le droit commercial depuis le Code de commerce	38
I - La période du libéralisme	38
II - La période contemporaine.....	39
Chapitre 3 : Les sources du droit commercial	43
Section 1 : Les sources nationales	43
I - Les sources écrites	43
A - La Constitution du 4 octobre 1958.....	43

B - La loi, le règlement et les sources inférieures	44
II - Les sources non écrites	45
A - Les usages	45
B - La jurisprudence.....	48
C - Le contrat	49
D - La doctrine	51
Section 2 : Les sources supranationales	52
I - Les sources internationales	52
A - Les traités internationaux	52
B - Les usages internationaux	52
II - Les sources européennes.....	53
A - Les textes de droit européen	53
B - La jurisprudence européenne.....	56

Partie 2 : Les actes de commerce

Chapitre 1 : La notion d'acte de commerce 63

Section 1 : Les actes de commerce par nature	65
I - Les actes de commerce accomplis à titre isolé.....	65
A - L'achat de biens meubles dans le but de les revendre	65
B - L'achat de biens immeubles dans le but de les revendre	66
C - Le cautionnement d'une dette commerciale	67
D - Les opérations d'intermédiaire	68
1 - Les actes accomplis par les intermédiaires dans l'immobilier	68
2 - Les actes accomplis par les courtiers	69
E - Les opérations financières	70
1 - Les opérations de banque	70
2 - Les opérations d'assurance	71
3 - Les opérations sur les marchés financiers	72
II - Les actes de commerce accomplis en entreprise	72
A - L'entreprise de location de biens meubles.....	72
B - L'entreprise de manufacture	73
C - L'entreprise de commission, l'agence et les bureaux d'affaires	74
1 - L'entreprise de commission	74
2 - L'agence et les bureaux d'affaires.....	74
D - L'entreprise de fourniture	75
E - L'entreprise de transport	75
F - Les entreprises de vente à l'encan	76

G - L'entreprise de spectacles publics	76
Section 2 : Les actes de commerce par la forme	77
I - La lettre de change	78
II - Les sociétés commerciales par leur forme	83
Section 3 : Les actes de commerce par accessoire	86
I - Les actes de commerce par accessoire subjectif	86
A - Les conditions de la commercialité par accessoire	86
1 - La qualité de commerçant	86
2 - Le rattachement de l'acte à la profession commerciale	87
B - Le domaine de la qualité par accessoire	87
1 - Le domaine contractuel	87
2 - Le domaine extracontractuel	88
II - Les actes de commerce par accessoire objectif	89
A - La cession d'un fonds de commerce	90
B - La cession de blocs de contrôle d'une société	91
Section 4 : La recherche de critères généraux de la commercialité ..	93
I - La spéculation	93
II - La circulation	94
III - L'entreprise	94
<hr/>	
Chapitre 2 : Le régime des actes de commerce	99
Section 1 : Le régime des actes de commerce entre commerçants ...	99
I - La formation des actes de commerce	99
A - Les conditions de fond	99
1 - La capacité commerciale	100
2 - Le consentement	101
B - Les règles de forme	102
II - L'exécution des actes de commerce	103
A - La solidarité commerciale	103
B - Les règles de preuve	104
C - Les sanctions de la mauvaise exécution	105
III - L'extinction des actes de commerce	107
A - Le paiement	107

B - La prescription	108
Section 2 : Le régime des actes mixtes	108
I - La règle de principe : un régime dualiste	109
II - La règle d'exception : un régime unitaire.....	109

Partie 3 : Les professionnels de la vie des affaires

Chapitre 1 : Le commerçant 113

Section 1 : Les professionnels du commerce	113
I - Le commerçant personne physique	113
A - L'exercice d'actes de commerce	114
B - L'exercice d'actes de commerce à titre de profession habituelle	114
C - L'exercice d'actes de commerce à titre de profession habituelle indépendante	115
II - Le commerçant personne morale	116
A - La création d'une société	116
B - La forme d'une société commerciale	117
III - Les auxiliaires du commerçant	124
A - Les auxiliaires n'ayant pas la qualité de commerçant	124
1 - L'agent commercial	124
2 - Le gérant de succursale	125
3 - Le gérant-mandataire	125
B - Les auxiliaires ayant la qualité de commerçant	126
1 - Les intermédiaires commerçants	126
2 - Les commerçants de la distribution intégrée	128
Section 2 : Le régime juridique applicable au commerçant	130
I - Le principe de la liberté du commerce et de l'industrie.....	130
A - La valeur juridique du principe	130
B - Les effets du principe	131
II - La limite du principe : l'obligation de loyauté dans la concurrence	131
A - L'interdiction des actes de déloyauté commerciale	132
1 - Les actes de dénigrement	132
2 - Les actes engendrant la confusion	133

3 - Les actes de désorganisation de l'entreprise d'un concurrent	135
4 - Les actes de désorganisation du marché	136
B - Les sanctions de la concurrence déloyale	137
1 - L'action en concurrence déloyale	137
2 - Les conditions de l'exercice de l'action en concurrence déloyale	138
III - Les restrictions à l'exercice de la profession commerciale	140
A - Les restrictions liées aux personnes	140
1 - Les restrictions liées à la capacité juridique	140
2 - Les restrictions liées à la nationalité	143
3 - Les restrictions liées aux déchéances et interdictions professionnelles	143
B - Les restrictions liées aux activités	145
1 - Les restrictions légales	145
2 - Les restrictions conventionnelles	147
IV - Les obligations du commerçant	148
A - Les mesures de publicité légale	149
1 - L'organisation du registre du commerce et des sociétés	149
2 - Les modalités d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés	149
3 - Les effets de l'immatriculation	151
B - Les obligations comptables	151
1 - La tenue de documents obligatoires	151
2 - Les sanctions des irrégularités de tenue des documents obligatoires .	154
C - Les obligations financières	154
1 - L'obligation d'établir des factures	154
2 - L'obligation de tenir un compte bancaire	154

Chapitre 2 : Les professionnels non commerçants **157**

Section 1 : L'artisan	157
I - Les critères de la qualité d'artisan	157
II - Le régime juridique applicable à l'artisan	158
Section 2 : L'agriculteur	160
I - Les critères de la qualité d'agriculteur	160
II - Le régime juridique applicable à l'agriculteur	161
Section 3 : Le professionnel libéral	162
I - Les critères de la qualité de professionnel libéral	162
II - Le régime juridique applicable au professionnel libéral	163

Partie 4 : Le statut du commerçant

Chapitre 1 : Le statut personnel du commerçant 167

Section 1 : Le statut du conjoint exerçant seul son activité commerciale	167
I - L'incidence du régime matrimonial	167
A - L'incidence du régime de la communauté des biens réduite aux acquêts	168
B - L'incidence du régime de la communauté universelle	169
C - L'incidence du régime de la séparation des biens	170
II - L'incidence du régime patrimonial	170
A - L'incidence du régime de la séparation des patrimoines	171
B - L'incidence du régime de l'indivision des biens	171
III - L'incidence du concubinage	171
Section 2 : Le statut du conjoint qui participe à l'activité commerciale	172
I - Le conjoint associé	173
II - Le conjoint collaborateur	174
III - Le conjoint salarié	175
IV - L'absence de statut	176

Chapitre 2 : Le statut professionnel du commerçant 189

Section 1 : L'exercice de l'activité commerciale en tant que personne physique	189
I - Le principe de l'unité du patrimoine	189
II - Les exceptions au principe de l'unité du patrimoine	191
A - L'insaisissabilité des biens immobiliers personnels	191
B - L'exercice de l'activité commerciale en tant qu'entrepreneur individuel	193
Section 2 : L'exercice de l'activité commerciale en tant que personne morale	196
I - L'EURL	196
A - La personnalité morale de l'EURL	196
B - La commercialité de l'EURL	197
II - La SASU	197
A - La personnalité morale de la SASU	197
B - La commercialité de la SASU	198

Partie 5 : Le fonds de commerce

Chapitre 1 : Les éléments composant le fonds de commerce

201

Section 1 : La clientèle, élément fondamental du fonds de commerce	201
I - La clientèle doit exister	202
A - Le rôle de la clientèle dans le fonds de commerce	202
B - Le statut patrimonial de la clientèle	203
II - La clientèle doit être personnelle au commerçant	203
A - Le caractère personnel de la clientèle	203
B - L'évolution de la jurisprudence	204
Section 2 : Les éléments d'attraction de la clientèle	211
I - Les signes distinctifs qui ne font l'objet d'aucun droit de propriété intellectuelle	211
A - Le nom commercial	211
B - L'enseigne	212
C - Le nom de domaine	213
II - Les droits de propriété industrielle	214
A - Le brevet d'invention	214
1 - Les conditions d'obtention du brevet d'invention	214
2 - La procédure de délivrance du brevet d'invention	215
3 - Les droits et obligations du breveté	216
4 - La protection du brevet d'invention	217
B - La marque	218
1 - Les conditions d'enregistrement de la marque	218
2 - La procédure d'enregistrement de la marque	220
3 - Les droits et obligations du titulaire de la marque	220
4 - La protection de la marque	221
C - Les dessins et modèles	223
1 - Les formes protégeables par les dessins et modèles	223
2 - La procédure d'enregistrement des dessins et modèles	224
3 - Les droits et obligations du titulaire du dessin ou du modèle	224
4 - La protection des dessins et modèles	224
Section 3 : Les éléments d'exploitation du fonds de commerce	226
I - Le droit au bail commercial	226
II - Les licences et autorisations	227
III - Le matériel et les marchandises	227

Chapitre 2 : La nature juridique du fonds de commerce 241

Section 1 : Section préliminaire. Évolution historique de la notion de fonds de commerce	241
Section 2 : Le fonds de commerce est un bien meuble	243
Section 3 : Le fonds de commerce est un meuble incorporel	244
Section 4 : Le fonds de commerce est une universalité de fait	245

Partie 6 : Les contrats portant sur le fonds de commerce

Chapitre 1 : La cession du fonds de commerce 251

Section 1 : Les conditions de la cession	251
I - Les conditions de fond	251
A - Les conditions communes à tout contrat de vente	251
B - Les conditions propres à la cession du fonds de commerce	252
II - Les conditions de forme	252
A - Les mentions obligatoires	252
B - Les formalités de publicité	253
Section 2 : Les effets de la cession	254
I - Les effets de droit	254
A - Les obligations du cédant	254
B - Les obligations du cessionnaire	256
C - Les droits des créanciers du cédant	256
II - La protection des intérêts des tiers	257
A - La protection de l'intérêt général	257
B - La protection des salariés	257
III - La nature juridique de la cession du fonds de commerce	258

Chapitre 2 : L'apport en société du fonds de commerce 261

Section 1 : Les différents types d'apports en société du fonds de commerce	261
---	-----

I - L'apport en propriété.....	262
II - L'apport en jouissance.....	262
Section 2 : Les conditions de validité de l'apport en société du fonds de commerce	263
I - Les règles communes à la vente du fonds de commerce et à l'apport en société du fonds de commerce	263
II - Les conditions propres au droit des sociétés	264
A - L'exigence d'un écrit.....	264
B - Les mentions obligatoires.....	265
Section 3 : Les effets de l'apport en société du fonds de commerce	265
I - L'obligation de délivrance du fonds de commerce apporté en société.....	265
II - L'obligation de garantie	266
Section 4 : Les spécificités du droit des sociétés	267
I - Les incidences des formalités de constitution de la société.....	267
II - Les incidences du terme de la société.....	268
<hr/>	
Chapitre 3 : La location-gérance du fonds de commerce	271
<hr/>	
Section 1 : Les conditions de la location-gérance	271
I - Les conditions de fond.....	271
A - Les conditions relatives au loueur	272
B - Les conditions relatives au locataire-gérant	272
II - Les conditions de forme	272
A - La publicité.....	272
B - Les intérêts de la publicité.....	273
Section 2 : Les effets de la location-gérance	273
I - Les effets entre les parties	273
II - Les effets à l'égard des tiers.....	274
Section 3 : L'extinction du contrat de location-gérance	274
<hr/>	
Chapitre 4 : Les garanties prises sur le fonds de commerce ou ses éléments	277
<hr/>	
Section 1 : Le nantissement du fonds de commerce	277

I - Le nantissement conventionnel	278
II - Le nantissement judiciaire	279
Section 2 : Le crédit-bail sur fonds de commerce	280
I - Le mécanisme du crédit-bail	280
II - Le régime juridique du crédit-bail	281

Partie 7 : Le bail commercial

Chapitre 1 : Le domaine d'application du bail commercial 285

Section 1 : Les conditions d'application du statut des baux commerciaux	285
I - Les conditions relatives aux parties	285
A - Les conditions relatives au bailleur	285
B - Les conditions relatives au preneur à bail	286
II - Les conditions relatives au bien loué	286
A - Un local commercial	287
B - Exclusion des terrains nus	287
III - Les conditions relatives au fonds de commerce	288
Section 2 : La durée du bail commercial	288
I - La durée légale du bail commercial	288
II - Exclusion des baux de courte durée	288
III - Exclusion des baux de longue durée	290

Chapitre 2 : Les effets du bail commercial 293

Section 1 : Les obligations du bailleur	293
I - Les obligations légales	293
II - Les obligations contractuelles	294
Section 2 : Les obligations du preneur commerçant	295
I - L'obligation d'exploiter le fonds de commerce	295
II - L'obligation de payer les loyers	296
Section 3 : Les droits du preneur commerçant	298
I - La modification de l'affectation des lieux loués	298
A - La déspecialisation simple ou partielle	299
B - La déspecialisation totale ou plénière	299

II - La sous-location et la cession du bail commercial	299
A - La sous-location du bail commercial	299
B - La cession du bail commercial	300
III - Le droit de préemption	301

Chapitre 3 : Les règles applicables à l'expiration du bail commercial **303**

Section 1 : Le droit au renouvellement du bail commercial	303
I - Les conditions du renouvellement	303
II - La procédure du renouvellement	304
III - Les effets du renouvellement	304
Section 2 : Le refus du renouvellement du bail commercial	305
I - Les justifications légales du refus	305
II - Les conséquences du refus injustifié	306

Partie 8 : Les institutions de régulation

Chapitre 1 : Les institutions administratives et professionnelles **313**

Section 1 : Les institutions administratives	313
I - Les institutions nationales et régionales	313
A - Les institutions nationales	313
1 - Les institutions placées sous la tutelle du Premier ministre	314
2 - Les autres institutions ministérielles	315
B - Les institutions régionales ou locales	315
II - Les institutions spécialisées du commerce	316
A - Les institutions dotées de fonctions quasi juridictionnelles	316
B - Les autres institutions spécialisées	317
Section 2 : Les institutions professionnelles	317
I - Les chambres de commerce et d'industrie	318
II - Les autres organismes professionnels	319

Chapitre 2 : Les institutions de règlement des conflits **321**

Section 1 : Le règlement judiciaire des litiges commerciaux	321
--	-----

- I - L'organisation des tribunaux de commerce 322
 - A - Les juges consulaires 322
 - B - Les greffiers des tribunaux de commerce 323
 - C - Le ministère public 323
 - D - Les auxiliaires de justice 323
- II - La compétence des tribunaux de commerce 324
 - A - La compétence matérielle des tribunaux de commerce 324
 - B - La compétence territoriale des tribunaux de commerce 325
 - C - Les aménagements conventionnels 327
- III - La procédure devant les tribunaux de commerce 328
 - A - La procédure de conciliation 328
 - B - La procédure en première instance 329
 - C - Les voies de recours 329
- Section 2 : Le règlement arbitral des litiges commerciaux 330**
 - I - Le recours à l'arbitrage 330
 - A - La clause compromissoire 330
 - B - Le compromis d'arbitrage 331
 - II - La procédure d'arbitrage 332
 - A - L'instance arbitrale 332
 - B - La sentence arbitrale et l'exequatur 333
 - C - Les voies de recours 334
- Section 3 : Les autres modes alternatifs de règlement des conflits 335**
 - I - La conciliation 335
 - II - La médiation 336
 - III - La transaction 336

Bibliographie 343

Index 345

Liste des abréviations

ACPR	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution
AFECEI	Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement
AFNIC	Association française pour le nommage Internet en coopération
AFNOR	Association française de normalisation
AMF	Autorité des marchés financiers
ANC	Autorité des normes comptables
Ann. dr. com.	Annales de droit commercial
Ann. loyers	Annales des loyers (Les)
ARPP	Autorité de régulation professionnelle de la publicité
BEP	Brevet d'études professionnelles
BJS	Bulletin Joly Sociétés
BODACC	Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales
BOPI	Bulletin officiel de la propriété industrielle
BRDA	Bulletin rapide de droit des affaires
Bull. civ.	Bulletin des arrêts de la Cour de cassation (chambres civiles)
Bull. RCS	Bulletin du registre du commerce et des sociétés
BVP	Bureau de vérification de la publicité
C. civ.	Code civil
C. com.	Code de commerce
C. rur.	Code rural et de la pêche maritime
C. urb.	Code de l'urbanisme
CA	Cour d'appel
CAE	Conseil d'analyse économique
Cah. just.	Cahiers de la justice (Les)
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle
Cass. 1 ^{re} civ.	Cour de cassation, première chambre civile
Cass. 2 ^e civ.	Cour de cassation, deuxième chambre civile
Cass. 3 ^e civ.	Cour de cassation, troisième chambre civile
Cass. ass. plén.	Cour de cassation, assemblée plénière
Cass. civ.	Cour de cassation, chambre civile
Cass. com.	Cour de cassation, chambre commerciale
Cass. crim.	Cour de cassation, chambre criminelle
Cass. req.	Cour de cassation, chambre des requêtes
Cass. soc.	Cour de cassation, chambre sociale
CCA	Commission des clauses abusives

CCI	Chambre de commerce internationale
CCRCS	Comité de coordination du registre du commerce et des sociétés
CDAC	Commission départementale d'aménagement commercial
CDE	Cahiers de droit de l'entreprise
CEE	Communauté économique européenne
CEPC	Commission d'examen des pratiques commerciales
CESE	Conseil économique, social et environnemental
CGET	Commissariat général à l'égalité des territoires
CGI	Commissariat général à l'investissement
CGI	Code général des impôts
CGSP	Commissariat général à la stratégie et à la prospective
CIRI	Comité interministériel de restructuration industrielle
CJCE	Cour de justice des Communautés européennes
CJUE	Cour de justice de l'Union européenne
CMA	Chambre de métiers et de l'artisanat
CNAC	Commission nationale d'aménagement commercial
CNC	Conseil national de la consommation
CNGTC	Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce
CNI	Comité national de l'industrie
CNUDCI	Commission des Nations unies pour le droit commercial international
COB	Commission des opérations de Bourse
CODEFI	Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises
COJ	Code de l'organisation judiciaire
Comm. com. électr.	Communication – Commerce électronique
Contrats, conc. consom.	Contrats, concurrence, consommation
CPC	Code de procédure civile
CPME	Confédération des petites et moyennes entreprises
CSC	Commission de la sécurité des consommateurs
D.	Recueil Dalloz
D.	Décret
DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale
Defrénois	Répertoire du notariat Defrénois
DG Trésor	Direction générale du Trésor
DGCCRF	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI	Direction générale des douanes et droits indirects

DGFIP	Direction générale des Finances publiques
DH	Dalloz hebdomadaire
DP	Dalloz périodique
Dr. et procéd.	Droit et procédures
Dr. famille	Droit de la famille
EARL	Exploitation agricole à responsabilité limitée
EI	Entrepreneur individuel
EIRL	Entrepreneur individuel à responsabilité limitée
EPIC	Établissement public à caractère industriel et commercial
EURL	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée
FDES	Fonds de développement économique et social
FOB	Free on board
GAEC	Groupement agricole d'exploitation en commun
Gaz. Pal.	Gazette du Palais
GIE	Groupement d'intérêt économique
IAE	Institut d'administration des entreprises
Incoterms	International commercial terms
INPI	Institut national de la propriété industrielle
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IUT	Institut universitaire de technologie
JAL	Journal d'annonces légales
JCP	Semaine Juridique (La)
JCP E	Semaine Juridique (La) – Édition Entreprise et affaires
JCP G	Semaine Juridique (La) – Édition générale
JO	Journal officiel de la République française
JOAN	Journal officiel de la République française – Informations parlementaires, Assemblée nationale
Journ. sociétés	Journal spécial des sociétés
L.	Loi
LPA	Les Petites Affiches
MEDEF	Mouvement des entreprises de France
OEB	Office européen des brevets
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
PACS	Pacte civil de solidarité
PACTE	Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (loi n° 2019-486 du 22 mai 2019)
PIA	Programme d'investissements d'avenir
RCS	Registre du commerce et des sociétés
Rép. civ. Dalloz	Répertoire de droit civil Dalloz
Rev. loyers	Revue des loyers

RGPD	Règlement général sur la protection des données (règlement [UE] n° 2016/679 du 27 avril 2016)
RJDA	Revue de jurisprudence de droit des affaires
RLDA	Revue Lamy Droit des Affaires
RTD civ.	Revue trimestrielle de droit civil
RTD com.	Revue trimestrielle de droit commercial
S.	Recueil Sirey
SA	Société anonyme
SARL	Société à responsabilité limitée
SARLU	Société à responsabilité limitée unipersonnelle
SAS	Société par actions simplifiée
SASU	Société par actions simplifiée unipersonnelle
SCA	Société en commandite par actions
SCM	Société civile de moyens
SCP	Société civile professionnelle
SCS	Société en commandite simple
SDR	Société de développement régional
SEL	Société d'exercice libéral
SELARL	Société d'exercice libéral à responsabilité limitée
SIREN	Système d'identification du répertoire des entreprises
SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance
SNC	Société en nom collectif
T. civ.	Tribunal civil
TFUE	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
TGI	Tribunal de grande instance
TJ	Tribunal judiciaire
TRACFIN	Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UNIDROIT	Institut international pour l'unification du droit privé